

2012

Sous la direction scientifique de

MARCELIN JOANIS – LUC GODBOUT
JEAN-YVES DUCLOS

Le Québec économique

Le **point** sur le **revenu** des Québécois



Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations

<http://qe.cirano.qc.ca/>



**Presses de
l'Université Laval**

Introduction

SITUER LE QUÉBEC

Luc Godbout

Professeur titulaire à l'Université de Sherbrooke, fellow au CIRANO et chercheur à la Chaire de recherche en fiscalité et finances publiques

Marcelin Joanis

Professeur à l'Université de Sherbrooke et chercheur au CIRANO et au Groupe de recherche en économie et développement international (GRÉDI)

En 2012, pour sa quatrième édition, *Le Québec économique* se penche sur la répartition des revenus au Québec. Au sortir d'une des grandes récessions de l'histoire, plusieurs économies industrialisées voient leurs revenus moyens croître timidement. Les inégalités de revenu se sont par ailleurs creusées au cours des dernières décennies. Qu'en est-il au Québec? Dix ans après l'adoption d'une loi pour lutter contre la pauvreté, où en sommes-nous? Sans savoir un an d'avance que l'automne 2012 susciterait bon nombre de discussions autour de la répartition de la charge fiscale au Québec, nous ne pouvions toutefois mieux tomber lorsque nous avons choisi la thématique de cette année.

Comme les éditions des années passées, *Le Québec économique 2012* est un ouvrage en trois parties. La première partie, « Le Québec en perspective », est consacrée à des chapitres qui traitent de l'économie québécoise en général. La deuxième partie, aux sections 2 à 5, étudie en profondeur un aspect particulier de notre économie. Pour aborder les différents contours de la thématique « revenu des Québécois » de cette

édition, nous avons invité Jean-Yves Duclos à assumer la codirection scientifique de l'ouvrage. Professeur titulaire au Département d'économie de l'Université Laval, fellow au CIRANO et expert réputé des questions de distribution du revenu, il s'est rapidement imposé comme le collaborateur tout désigné pour diriger les sections thématiques du *Québec économique 2012*, le défi qu'avait accepté de relever Nathalie de Marcellis-Warin pour la thématique « santé » du *Québec économique 2011*. Enfin, en troisième partie de l'ouvrage, une volumineuse annexe fournit aux lecteurs les chiffres-clés pour décrypter les grandes tendances de l'économie québécoise à l'aide de 50 fiches thématiques regroupant les indicateurs les plus pertinents. Ces fiches, au moyen de certaines comparaisons avec l'Ontario, le Canada, les États-Unis et les pays de l'OCDE, et en adoptant une perspective régionale au besoin, s'attardent à présenter et à comparer le Québec d'aujourd'hui et illustrent par la même occasion les changements structurels qui surviennent dans son économie. Elles sont construites autour de huit thèmes : l'activité économique, le marché du travail, la démographie, les finances publiques, les revenus et les inégalités, les indicateurs sociaux, l'environnement et l'énergie ainsi que les régions.

En complément aux fiches thématiques, le site Web du *Québec économique* permet de retrouver facilement l'ensemble des données utilisées pour la réalisation du présent ouvrage et bien d'autres renseignements intéressants (de plus, ces données y sont mises à jour régulièrement). Le site constitue une mine d'informations à portée de souris et un complément essentiel à la monographie annuelle. Il peut être consulté à l'adresse suivante : <http://qe.cirano.qc.ca/>

L'économie du Québec en 2012

C'est maintenant une habitude, la première partie de l'ouvrage comporte d'abord un chapitre sur la conjoncture commandé à l'équipe économique québécoise d'une institution financière. Après Valeurs Mobilières Banque Laurentienne en 2010 et Desjardins en 2011, c'est Matthieu Arseneau et Marc Pinsonneault, de la Banque Nationale, qui esquissent les grandes lignes des défis actuels de l'économie québécoise dans le contexte mondial tourmenté de 2012.

Si une bonne compréhension de la conjoncture est essentielle, les soubresauts de l'économie à court terme ne doivent pas faire oublier les grands défis d'ordre structurel de l'économie québécoise. L'approfondissement des aspects de long terme de l'économie québécoise constitue d'ailleurs la mission première du *Québec économique*. Au chapitre 2, une équipe de chercheurs de l'Université Laval (composée de Nicholas-James Clavet, de Jean-Yves Duclos et de Bernard Fortin) aborde ces défis de long terme sous l'angle de l'évolution future des impôts des particuliers et des transferts sociaux versés par les gouvernements aux Québécois. Les auteurs mettent l'accent sur les effets du vieillissement de la population, mais également sur d'autres grandes tendances structurelles liées au progrès technologique, à la scolarité et à l'immigration.

Une nouveauté cette année, la première partie de l'ouvrage offre également une synthèse du congrès 2012 de l'Association des économistes québécois, tenu sous le thème « La prospérité au Québec : nos choix pour y arriver ». Nous sommes très heureux de ce nouveau partenariat entre l'Association et *Le Québec économique*, dont le résultat fait en quelque sorte écho aux actes de congrès que l'Association avait l'habitude de publier annuellement dans le passé, notamment dans les années 1990. Rédigé par François Dupuis, président sortant de l'Association et contributeur pour une deuxième année consécutive au *Québec économique*, et par Thérèse Laflèche, ce compte rendu dresse un véritable menu de solutions pour favoriser la prospérité au Québec. Ce chapitre est rendu particulièrement intéressant par la divulgation des résultats d'une consultation auprès des participants du congrès, qui ont été appelés à voter sur les propositions mises de l'avant par les conférenciers. Parmi ces derniers, notons plusieurs auteurs des différentes éditions du *Québec économique* : Jean-Pierre Aubry (2009), Brahim Boudarbat (2010, 2012), Jean-Michel Cousineau (2012), Pierre Fortin (2009, 2011), Marcelin Joanis (2009-2012), Clément Lemelin (2010) et Claude Montmarquette (2009-2011).

Parmi les présentations du congrès 2012 de l'Association, nous avons choisi de publier, sous la forme d'un « point de vue », un texte adapté de l'allocution de Jean-Michel Cousineau. En lien direct avec la thématique du livre de cette année, ce chapitre aborde les inégalités de revenu et la croissance économique sous l'angle des institutions et des perspectives internationales.

Quelques repères pour situer le Québec

Les données présentées dans le cadre du budget automnal par le ministre des Finances révèlent clairement que le contexte mondial demeure fragile en cette fin d'année 2012. Cela a inévitablement des répercussions sur le Québec. Si la croissance économique mondiale est bel et bien de retour, tout indique qu'elle sera lente, plus lente que plusieurs ne l'avaient initialement anticipé. Pour une autre année, l'environnement économique dans lequel gravite le Québec à court terme fonctionnera donc au ralenti. Par ailleurs, dans ce contexte, il ne faut pas perdre de vue que, même si le Québec a été frappé moins durement que d'autres par la « grande récession » de 2008, il fait toujours face à d'importants défis sur le plan économique et en ce qui a trait à ses finances publiques.

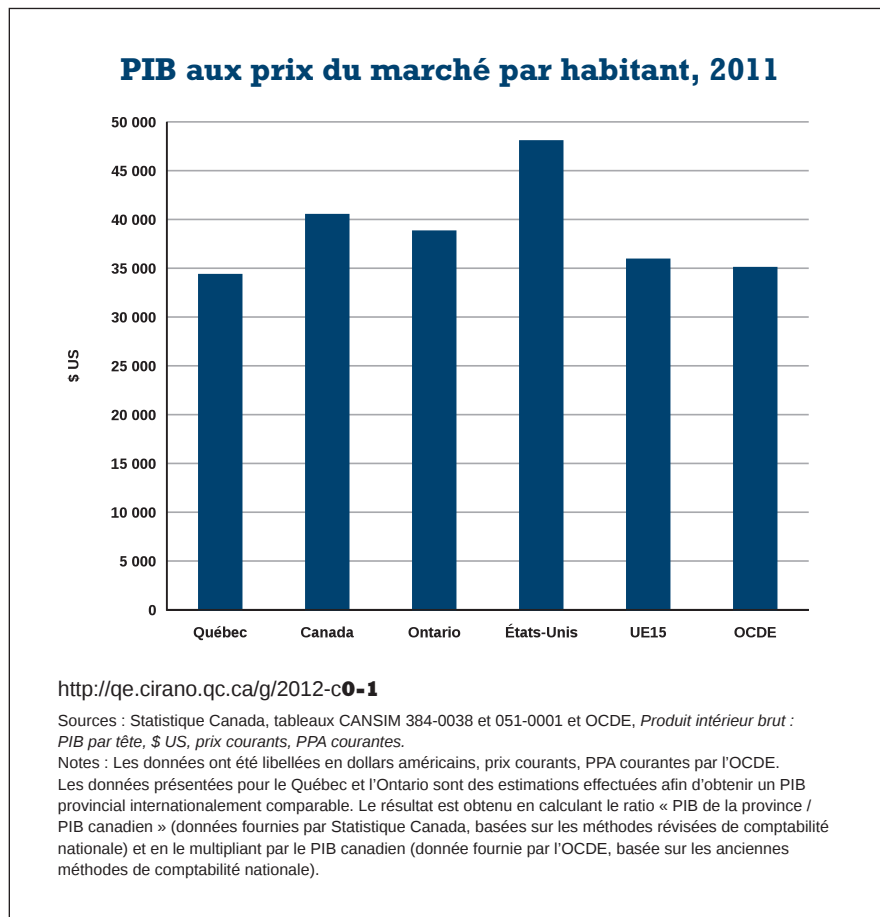
Pour faire le point sur l'économie québécoise, nous sélectionnons ici quatre indicateurs qui peuvent en quelque sorte servir de tableau de bord :

- le PIB par habitant ;
- le taux d'emploi des personnes de 15 à 64 ans ;
- la productivité par heure travaillée ; et
- le solde budgétaire.

Selon les dernières données disponibles et même en tenant compte de la parité des pouvoirs d'achat, le **PIB par habitant** au Québec se situait à un niveau légèrement inférieur à ceux des pays de l'OCDE et de l'Union européenne (graphique 0-1), avec un écart de 2,1 % et de 4,6 % respectivement. Comme le révèle le tableau f1-1 (fiche 1 à la fin de l'ouvrage), cette différence était encore plus importante entre le Québec et l'Ontario (13,0 %), le Canada (17,9 %) ou les États-Unis (39,9 %). Sans minimiser ce retard du Québec, il importe cependant de souligner deux choses. D'une part, le PIB par habitant reste évidemment tributaire du taux de conversion dans la détermination de la parité des pouvoirs d'achat. D'autre part, bien qu'il mérite toute l'attention requise, il n'est pas le seul indicateur pouvant servir à évaluer le niveau de vie de la population. À ce titre, notre analyse publiée dans la précédente édition du *Québec économique* montrait que même si le Québec avait un PIB par habitant plus faible que la moyenne des pays de l'OCDE, il obtenait de très bons résultats sur la base de l'Indice du Vivre mieux conçu et publié par cet organisme (voir Godbout et Joanis, 2012). Il demeure que le PIB par habitant est une première approximation

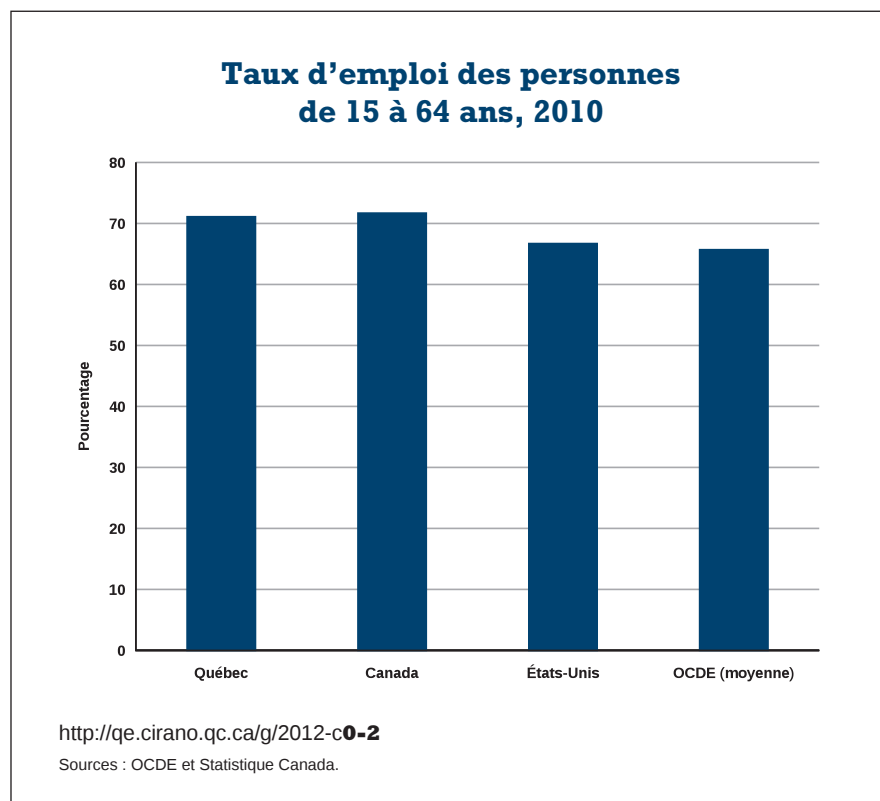
Situer le Québec

du niveau de vie des habitants d'une juridiction donnée, ainsi que de leur capacité de payer (notamment pour des services publics). Ajoutons enfin qu'au cours de la dernière décennie, le Québec a affiché une croissance annuelle moyenne réelle égale à celle des pays de l'OCDE et supérieure à celles de l'Ontario, du Canada et des États-Unis. Un certain rattrapage est donc en cours.



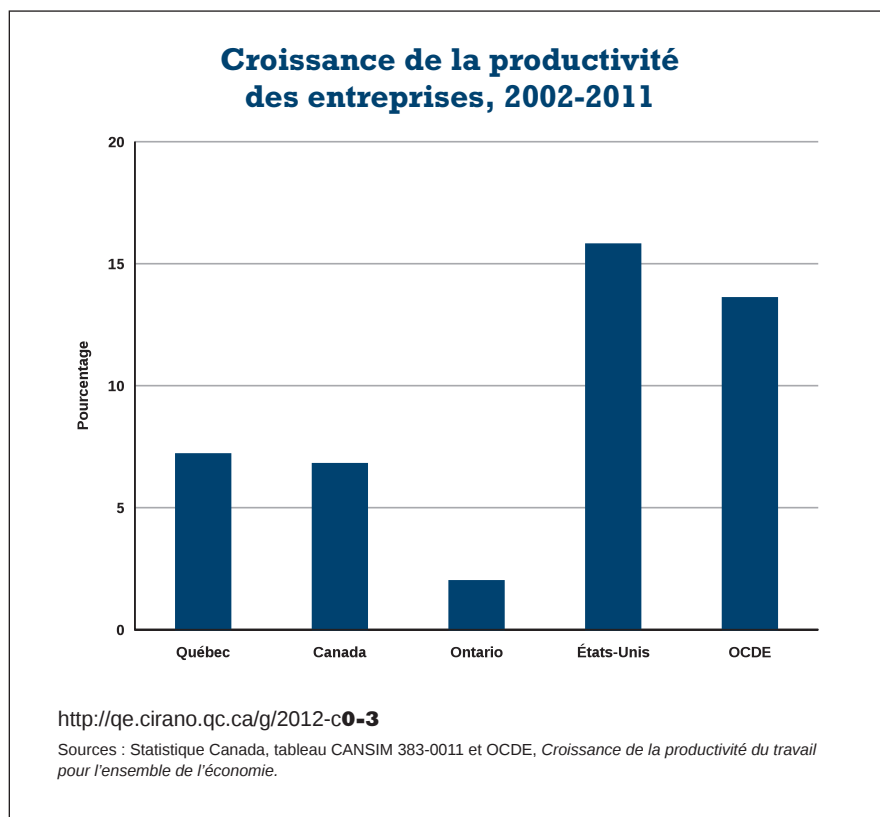
Une cause de cet écart de PIB pourrait être un **taux d'emploi** plus faible. Le taux d'emploi mesure la part de la population qui occupe un emploi rémunéré. Les données du tableau f11-2 (fiche 11 à la fin de l'ouvrage) montrent effectivement, pour 2011, un taux d'emploi global (pour les

personnes de 15 ans et plus) plus faible au Québec (60,1 %) qu'en Ontario (61,6 %) et dans l'ensemble du Canada (61,8 %). Il est toutefois important de noter que pour les personnes de 15 à 64 ans, un groupe représentant l'essentiel de la population en âge de travailler, le Québec présente un taux d'emploi plus élevé que l'Ontario et le Canada. Pour la population en âge de travailler (individus de 15 à 64 ans), le graphique 0-2 révèle qu'avec un taux d'emploi identique à celui du Canada et plus élevé que dans l'OCDE et aux États-Unis, le Québec tire bien son épingle du jeu à l'échelle internationale. Si le Québec a un PIB par habitant inférieur à celui des juridictions auxquelles on le compare, ce n'est donc pas d'abord et avant tout en raison d'un faible taux d'emploi.



Situer le Québec

Au chapitre de la productivité, un autre déterminant potentiel du PIB par habitant, les données du tableau f4-1 (fiche 4 à la fin de l'ouvrage) montrent que la **productivité** par heure travaillée au Québec demeure inférieure à son équivalent au Canada. Alors qu'en 2011 la productivité par heure travaillée s'établissait à 40,05 \$ au Québec (en dollars de 2002), elle était de 42,28 \$ en Ontario et de 42,31 \$ au Canada. Cet écart de productivité tend-il à se résorber ou à s'aggraver? Sous cet angle, le résultat québécois est mi-figue, mi-raisin. En calculant la croissance de la productivité par heure travaillée dans les entreprises de 2002 à 2011, on observe une croissance de 7,2 % au Québec, un résultat supérieur au 6,8 % du Canada et au 2,0 % de l'Ontario. Par contre, il convient de noter que, comme l'illustre le graphique 0-3, l'écart s'accroît avec les États-Unis et avec l'OCDE pris dans son ensemble, car la croissance de la productivité des heures travaillées y a été beaucoup plus élevée depuis 2002, atteignant respectivement 15,8 % et 13,6 %.



Comme principal indicateur de l'état des finances publiques, attardons-nous enfin au solde budgétaire. Le tableau 0-1 esquisse un portrait du retour à l'équilibre budgétaire sur la scène canadienne. Seule la Saskatchewan se trouve déjà à l'équilibre budgétaire. À l'instar du Québec, l'Alberta, la Colombie-Britannique et la Nouvelle-Écosse prévoient retrouver l'équilibre budgétaire en 2013-2014. Il faudra attendre l'année 2014-2015 avant de voir des budgets équilibrés au Manitoba, au Nouveau-Brunswick, à l'Île-du-Prince-Édouard et à Terre-Neuve-et-Labrador. Enfin, l'Ontario peine à retrouver l'équilibre budgétaire, qu'elle sera la dernière province à atteindre en 2017-2018, soit un an après que le gouvernement fédéral y sera parvenu. En effet, Ottawa, qui vient de reporter d'un an son retour à l'équilibre, le prévoit maintenant pour l'année 2016-2017.

	Année de retour à l'équilibre budgétaire
Saskatchewan	Déjà à l'équilibre
Alberta	2013-2014
Colombie-Britannique	2013-2014
Nouvelle-Écosse	2013-2014
Québec	2013-2014
Île-du-Prince-Édouard	2014-2015
Manitoba	2014-2015
Nouveau-Brunswick	2014-2015
Terre-Neuve-et-Labrador	2014-2015
Ontario	2017-2018
Fédéral	2016-2017

<http://qe.cirano.qc.ca/t/2012-c0-1>

Source : Information provenant des différents budgets en date du 21 novembre 2012.

Malgré le brouillard ambiant, le gouvernement du Québec maintient le cap sur son plan de retour à l'équilibre budgétaire. En effet, comme prévu, l'application de la Loi sur l'équilibre budgétaire a été progressivement réintroduite en fixant des cibles de déficits autorisées pour les années 2011 et 2012 ainsi qu'un objectif de retour à l'équilibre dès 2013-2014. Les données du graphique f20-1 et du tableau f20-1 (fiche 20 à la fin de l'ouvrage) permettent de constater que le solde budgétaire était moins déficitaire au Québec (0,8 % du PIB) qu'en Ontario (2,0 %) et dans l'ensemble des provinces (1,0 %) pour l'année 2011-2012.

L'analyse de ces quatre indicateurs est bien insuffisante pour dégager un portrait complet des forces et des faiblesses de l'économie québécoise. Elle met toutefois en lumière un constat désormais bien connu : la faiblesse relative de la performance économique du Québec, notamment en matière de PIB par habitant, est le reflet, entre autres, d'une plus faible productivité. Si l'on peut se réjouir du fait que la croissance de la productivité au Québec de 2002 à 2011 ait devancé celle de l'Ontario et même celle du Canada pris dans son ensemble, il y a pourtant loin de la coupe aux lèvres pour le Québec. En effet, la croissance de la productivité au Québec demeure encore modeste, classant celui-ci derrière les États-Unis et les pays de l'OCDE et ne témoignant donc pas d'un rattrapage en cours de réalisation à ce chapitre. En matière de finances publiques, le Québec se trouve en meilleure posture du côté du solde budgétaire. Néanmoins, la rigueur s'impose et il doit garder le cap sur l'équilibre budgétaire, car le poids de la fiscalité et celui de la dette publique sont plus élevés ici qu'ailleurs.

Une autre dimension importante qui n'est pas prise en compte par un indicateur comme le PIB par habitant est la façon dont les revenus tirés de la production sont répartis entre les différents agents économiques. *Le Québec économique 2012* consacre toute sa deuxième partie à cette question.

Le point sur le revenu des Québécois

Sous la direction de Jean-Yves Duclos, des chercheurs reconnus ont été invités à contribuer à la partie de l'ouvrage consacrée aux revenus des Québécois. Nous avons fait appel à un groupe d'auteurs qui proposent, chacun dans ses champs d'expertise, l'analyse d'un aspect spécifique de cette thématique. Les aspects abordés vont des inégalités aux mesures de lutte contre la pauvreté, en passant par les subventions salariales :

- Stéphane Crespo et Sylvie Rheault, de l'Institut de la statistique du Québec, tracent d'abord les tendances du revenu des ménages et des particuliers au Québec ;
- Jean-Yves Duclos, Bernard Fortin et Steeve Marchand ont recours à une analyse de microsimulation pour projeter l'évolution des sources de revenu des Québécois de 2012 à 2030 ;

- Une équipe du ministère des Finances et de l'Économie du Québec décrit ensuite les mesures de lutte contre la pauvreté mises en œuvre au Québec ;
- Frédéric Savard, du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, analyse les données sur les travailleurs à faible revenu ;
- Nicole Fortin, David A. Green, Thomas Lemieux, Kevin Milligan et W. Craig Riddell s'intéressent quant à eux à l'évolution récente des inégalités au Québec et aux options de politiques qu'elle suggère ;
- Guy Lacroix et Thomas Vigneault estiment l'effet d'un programme de subvention salariale favorisant l'emploi et la sortie de la pauvreté ;
- Pouya Ebrahimi et François Vaillancourt se penchent sur la distribution du revenu au Québec en s'intéressant au rôle des différents impôts et taxes ;
- Dorothee Boccanfuso dresse un bilan de l'égalité des genres au Québec ;
- et enfin, Brahim Boudarbat et Thomas Lemieux expliquent les inégalités salariales au Québec entre les immigrants et les natifs.

L'ensemble de ces travaux et de ces réflexions tient lieu de bilan sur la question de la distribution du revenu au Québec. Ce bilan couvre à la fois le lien entre le revenu des Québécois et l'économie, les choix en matière de politiques publiques et certaines perspectives portant sur l'inégalité et la pauvreté. Nous espérons que ce *Québec économique 2012* saura contribuer à la compréhension des enjeux actuels de l'économie québécoise, en brossant un portrait des réalisations et des enjeux auxquels les Québécois devraient porter une attention particulière dans le cadre du débat sur les politiques que l'État québécois met en œuvre en vue de façonner une société plus juste.

Encore une fois cette année, une bonne partie de la matière première de cet ouvrage prend sa source dans des études réalisées ou en voie d'être achevées dans le cadre de travaux menés par le Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO). Ces recherches ont été vulgarisées et transformées en chapitres pour le présent ouvrage. Même si la direction scientifique de cette monographie a commenté chacun des

textes reçus et fait certaines suggestions aux auteurs, elle n'a cependant pas imposé le choix des données à utiliser, ni tenté de les harmoniser. Il va de soi que les textes demeurent sous l'entière responsabilité de leurs auteurs.

Remerciements

En premier lieu, il nous faut remercier Jean-Yves Duclos pour la direction des sections thématiques sur le revenu des Québécois et David Boisclair pour la coordination du projet et l'édition du contenu. Sans leur implication à chacune des étapes de préparation de l'ouvrage, le projet n'aurait pu être réalisé dans d'aussi bonnes conditions. À cet égard, nous tenons également à remercier chaleureusement Stéphanie Lapierre, professionnelle de recherche au CIRANO, qui a colligé les données nécessaires à la mise à jour du site Internet du *Québec économique* et préparé les fiches thématiques. Encore une fois cette année, le site Internet a pu bénéficier de l'expertise unique de Patrice Levesque au développement et au soutien. Nous saluons aussi le travail colossal accompli, depuis 2010, par Louis Desjardins et son équipe chez Mardigrafe à la conception graphique de l'ouvrage. L'appui continu de Denis Dion et de son équipe aux Presses de l'Université Laval nous est également fort précieux.

Cet ouvrage bénéficie, via le CIRANO, de financement provenant du gouvernement du Québec. Un merci tout spécial est destiné à Claude Montmarquette, PDG du CIRANO, dont, chaque année, l'appui, la confiance, l'enthousiasme et les conseils facilitent la réalisation du *Québec économique*. Nous remercions également le ministère des Finances et de l'Économie du Québec, qui met notamment à notre disposition l'expertise de son équipe de professionnels à l'étape de la révision du contenu. À l'exception du chapitre signé par un groupe d'auteurs provenant de ce ministère, le contenu de cet ouvrage n'engage en rien le ministère des Finances et de l'Économie du Québec. Dans les limites que nous imposent les meilleures pratiques scientifiques, les auteurs de chacun des chapitres du livre ont une liberté pleine et entière quant au contenu de leurs textes.

Nos derniers remerciements vont d'ailleurs aux auteurs : Matthieu Arseneau, Dorothée Boccanfuso, Brahim Boudarbat, Nicholas-James Clavet, Jean-Michel Cousineau, Stéphane Crespo, François Dupuis, Pouya Ebrahimi, Bernard Fortin, Nicole Fortin, David A. Green, Guy Lacroix, Thérèse Lafèche, Thomas Lemieux, Steeve Marchand, Kevin Milligan, Marc Pinsonneault, Sylvie Rheault, W. Craig Riddell, Frédéric Savard, François Vaillancourt et Thomas Vigneault. Sans leur expertise et leur savoir, cette analyse du revenu des Québécois et de l'économie québécoise en 2012 n'aurait pas pu être aussi riche et pertinente.



Références

Godbout, L. et Joanis, M. (2012). Vivre mieux... au Québec? Dans L. Godbout, M. Joanis et N. de Marcellis-Warin (dir.), *Le Québec économique 2011 : Un bilan de santé du Québec*. Québec, Canada : Les Presses de l'Université Laval.